

LE TEMPS

Le budget de Michel Barnier n'a aucun sens

Le Temps, Charles Wyplosz, 17 octobre 2024

Un budget essentiellement politique, avec une baisse des dépenses en trompe-l'œil, et qui affaiblira la croissance sans rétablir d'hygiène budgétaire: notre chroniqueur Charles Wyplosz n'épargne pas le projet de budget français.



Le premier ministre Michel Barnier à l'Elysée pour un conseil des ministres consacré à la présentation du budget. Paris, 10 octobre 2024. — © CHRISTOPHE PETIT TESSON / keystone-sda.ch

On l'attendait. Le nouveau premier ministre devait présenter dans l'urgence son projet de budget et marquer ainsi son territoire. Même si l'espoir était ténu, la déception est grande. Ce budget augure mal d'un gouvernement auquel beaucoup prédisent une courte vie. Michel Barnier a choisi de dramatiser l'endettement du gouvernement, qui est en effet excessif. Après des décennies de mépris pour la notion de discipline budgétaire, c'est une bonne chose. Mais prendre ainsi un virage à 180 degrés demande du courage et de la rigueur. Non seulement les mesures proposées ne sont pas à la hauteur de l'ambition annoncée, mais elles n'ont guère de sens.

La discipline budgétaire est un concept de long terme. Au-delà des fluctuations annuelles du budget, il s'agit d'assurer que la dette publique soit stable et modérée dans la durée. Avec un horizon forcément bref en vue de l'élection présidentielle de 2027, Barnier ne dispose que de deux années, au grand maximum. Tout au plus peut-il réduire le déficit, qui a encore dérapé en 2024. C'est un pas dans la bonne direction, bien sûr, mais juste un pas dont le principal intérêt serait de préparer un changement de cap pour la décennie à venir.

Dans un pays qui détient le record mondial de la taxation, alourdir les impôts est impossible. La seule solution est de réduire patiemment les dépenses publiques, ce qui demande de la méthode pour identifier celles qui sont excessives et contre-productives. De nombreuses pistes ont été explorées depuis des années par la Cour des comptes ou les organisations internationales (OCDE, FMI). Barnier a officiellement choisi de réduire le déficit pour deux tiers (40 milliards d'euros) en coupant dans les dépenses et pour un tiers (20 milliards) en augmentant les impôts, une approche intenable dans la durée.

Les chiffres des dépenses sont trompeurs

En réalité, la baisse des dépenses annoncées est un trompe-l'œil. Les 40 milliards sont évalués par rapport aux augmentations qui auraient eu lieu si elles se poursuivaient au rythme des dernières années. De fait, d'après le budget, les dépenses seront plus élevées en 2025 qu'en 2024. Jouer avec des chiffres trompeurs est une des techniques utilisées depuis des années pour faire semblant d'être rigoureux sans l'être. Dans le détail, les baisses des dépenses sont obtenues en repoussant de six mois l'indexation des retraites sur l'inflation, une réduction «énorme» du nombre d'enseignants (0,25%) et diverses aides à l'emploi, entre autres. Le reste concerne les budgets de la sécurité sociale et des collectivités locales, que le gouvernement ne contrôle pas.

Côté impôts, on est encore dans le trompe-l'œil. Il s'agit de faire payer les grandes entreprises et les riches, un surprenant clin d'œil à la gauche, qui s'offusque de la baisse du nombre d'enseignants. Mais ces hausses sont annoncées comme temporaires (deux ans). Or des mesures temporaires ne contribuent pas à la discipline budgétaire, elles permettent seulement d'afficher une amélioration du budget, et cela vaut pour le décalage de l'indexation des retraites. Il est aussi prévu de réduire les aides au coût de l'électricité et d'augmenter les taxes sur les billets d'avion, de bonnes idées mais qui contredisent la promesse de ne pas pénaliser les ménages.

Ni croissance, ni redressement

Ce budget est essentiellement politique, un geste de défiance à l'égard de Macron. Il est vrai que Macron a superbement ignoré la discipline budgétaire. Il comptait sur ses innombrables réformes destinées à accroître la productivité, en particulier en flexibilisant le marché du travail, pour augmenter les rentrées fiscales sans augmenter les taux d'imposition. Les premiers effets commencent à se faire sentir, mais il a dépensé sans compter durant et après la pandémie – le fameux «quoi qu'il coûte». Avec son budget, Barnier commence à détricoter ces réformes, et donc à affaiblir la croissance économique, sans faire un pas sérieux vers la discipline budgétaire. Ce budget sera sans doute profondément remanié par le parlement, mais probablement en renforçant ses travers. Un autre non-sens, politique celui-là.